

# BIOMASSE ÉNERGIE POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'ENVIRONNEMENT

## Abidjan, Côte d'Ivoire

**Un symposium international organisé en Afrique démontre l'intérêt de la bioénergie pour répondre aux besoins énergétiques des pays africains.**

Le rôle majeur que peut jouer la bioénergie pour satisfaire la demande en énergie des pays africains, tout en ayant un impact positif sur les changements climatiques, est apparu lors du symposium international *Biomasse énergie pour le développement et l'environnement : quelles perspectives pour l'Afrique*. Organisé par le programme bois du CIRAD-Forêt en collaboration avec l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la francophonie (IEPF) et sous l'égide du ministère de l'énergie de la Côte d'Ivoire, le séminaire s'est tenu à Abidjan (Côte d'Ivoire) du 29 novembre au 2 décembre 1999, grâce à des financements internationaux (Banque mondiale, Banque africaine de développement ainsi que des financements belges, canadiens et français).

### LES UTILISATIONS DE LA BIOMASSE ÉNERGIE

Plus de deux cent vingt participants et intervenants (techniciens, ingénieurs, cadres dirigeants, ministres, directeurs de l'énergie et des forêts, etc.), des secteurs privé et public, étaient venus d'une trentaine de pays, essentiellement d'Afrique. Après une présentation synthétique et une évaluation des programmes de biomasse énergie en Afrique de l'Ouest, les intervenants ont mis en évidence la capacité de la biomasse à satisfaire les besoins dans certains secteurs, comme dans les agro-industries les plus courantes (huileries de palmes, sucreries) et dans les complexes industriels du bois où elle est compétitive. Ces industries les plus performantes utilisent l'énergie contenue dans leurs déchets pour satisfaire les besoins en chaleur et électricité de leurs process. Elles approvisionnent même, de plus en plus, le réseau national. Les intervenants ont évoqué les contraintes techniques, économiques et fiscales liées à la mise en œuvre de la bio-énergie, puis ils ont présenté des expériences sur la réduction des gaz à

effet de serre et sur la mobilisation des financements du Fonds mondial pour l'environnement. Les aspects sociaux, notamment le rôle des femmes dans l'utilisation de la biomasse, ont été discutés ainsi que l'importance d'une politique de protection des sols pour la production durable de biomasse.

### DES RECOMMANDATIONS POUR FAVORISER LA BIOÉNERGIE

Constatant le manque d'information dont souffrent les acteurs économiques et institutionnels africains, les participants ont recommandé de mettre en œuvre des actions pour que les pays accèdent à une information pertinente, en favorisant les transferts Sud-Sud.

Afin de faciliter les transferts de technologie et l'acquisition des savoirs et palier ainsi la faiblesse du tissu industriel, la participation des pays du Sud aux programmes de recherche et de recherche-développement doit être renforcée.

L'approche régionale doit être encouragée et l'émergence d'une ex-



Photo: ROUSSET

Visite d'une huilerie de palme au nord d'Abidjan.

pertise africaine favorisée. Enfin, il faut veiller à ce que les pays africains accèdent aux financements internationaux (Fonds mondial pour l'environnement). Ces financements peuvent, en effet, les aider à mettre en place une politique énergétique fondée sur les énergies renouvelables, par le biais de projets décentralisés.

Convaincue de l'importance de ce secteur, la Banque mondiale organisera un événement international sur les énergies renouvelables, qui pourrait avoir lieu à Washington en 2000.

► Patrick ROUSSET  
CIRAD-Forêt

GREENPEACE, 1999. **ALTERNATIVES COMMERCIALES À LA DESTRUCTION DES FORÊTS ANCIENNES.** GREENPEACE INTERNATIONAL PUBLICATIONS, 48 P.

Greenpeace France  
rue Godot de Mauroy 21  
75009 PARIS  
Tél. : + 33 1 53 43 85 85



ISBN : 90-73361-58-3  
Greenpeace International  
Keizersgracht 176  
1016 DW  
AMSTERDAM  
Pays-Bas  
Tél. : + 31 20 523 62 22

Ce rapport étudie en détail la façon dont les consommateurs industriels peuvent mettre en œuvre des alternatives viables à la destruction des forêts anciennes. Les approches alternatives incluent également le développement de politiques d'achats judicieuses (pour éviter que les produits provenant de forêts anciennes ne soient simplement remplacés par d'autres produits issus de forêts anciennes), un usage efficace du bois, l'adoption de principes de précaution (la mise en œuvre de mesures qui permettront de réduire la consommation de bois dans le futur), etc. La plupart des produits décrits dans ce rapport sont déjà disponibles sur le marché,

mais pas dans tous les pays. Certaines alternatives discutées ne sont pas disponibles à une échelle significative : nous les avons intégrées dans ce rapport quand leur potentiel semblait particulièrement prometteur.

Ce rapport est divisé en trois parties. La première explique le contexte de la nécessité de promouvoir l'acceptation par le marché d'alternatives aux produits issus des forêts anciennes et décrit les principales approches permettant de développer ces alternatives. La seconde partie évoque le bois de construction et les panneaux à base de bois, en accordant une attention toute particulière au bois utilisé dans le secteur de la construction. Les alternatives exemptes de bois des forêts anciennes pour les produits de bureau, le papier et les journaux sont décrites dans la troisième partie.